

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL

DU 24 JUIN 1999

FIXANT, POUR 1999, LE MODE DE FINANCEMENT, LES BENEFICIAIRES, LE MONTANT ET LES MODALITES D'OCTROI ET DE LIQUIDATION DE LA RISTOURNE SUR LA COTISATION SYNDICALE

(Arrêté royal du... - Moniteur belge du ...)

ERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
23-06-1999	26-07-1999	NR. N° 51589 / 60312

h j T

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Art.1 - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire des Grands Magasins.

CHAPITRE II - RISTOURNE SUR LA COTISATION SYNDICALE

SECTION 1 - NATURE DE L'AVANTAGE

Art.2 - Les travailleurs occupés par une des entreprises visées à l'article 5, a) de la convention collective de travail du 12 janvier 1981, conclue au sein de la Commission Paritaire des Grands Magasins, instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 4 mai 1981, ont droit à une ristourne de cotisation syndicale à charge du "Fonds Social des Grands Magasins", dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

SECTION 2 - FINANCEMENT

Art.3 - Pour permettre au Fonds social de liquider la ristourne sur la cotisation syndicale, la cotisation des employeurs qui doit être versée au Fonds social est fixée à 4 650 F par travailleur occupé à la date du 30 septembre 1998.

La déclaration souscrite auprès de l'Office National de Sécurité Sociale pour le troisième trimestre 1998 fait foi pour le calcul de l'effectif occupé au 30 septembre 1998.

Art.4 - La perception des cotisations des employeurs par le Fonds Social, calculées conformément à l'article 3, s'opère dans le courant du mois de mai.

Les employeurs versent les sommes dues au plus tard le 31 mai au Fonds Social.

SECTION 3 - MONTANT

Art.5 - Le montant de la ristourne est fixé comme suit :

a) 4 000 F par an pour les travailleurs occupés à temps plein (cotisations syndicales normales) qui sont en règle de paiement des cotisations à la date du paiement de la ristourne;

b) ~~2~~ 1 000 F par an pour les travailleurs occupés à temps partiel (cotisations syndicales réduites) qui sont en règle de paiement des cotisations à la date du paiement de la ristourne.

SECTION 4 - CONDITIONS D'OCTROI

Art.6 - Pour bénéficier de la ristourne, les travailleurs visés à l'article 2 doivent remplir les conditions suivantes :

1° avoir au 31 mars 1999, au moins trois mois d'affiliation auprès d'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs fédérées sur le plan national, à savoir :

- la Fédération générale du Travail de Belgique;
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;

- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique.

2° soit être sous contrat de travail durant la période de paiement de la ristourne : c'est-à-dire en service ou être couvert par le régime des journées assimilées prévu aux articles 16 et 18 de l'arrêté royal du 30 mars 1967, déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

soit avoir été mis en prépension selon le régime prévu par la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, ou selon le régime prévu par la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique ou avoir pris leur prépension de retraite en application de l'arrêté royal n° 95 du 28 septembre 1982 relatif à la prépension de retraite pour travailleurs salariés, pour autant qu'ils n'aient pas atteint l'âge de la pension légale.

SECTION 5 - FORMULE DE PAIEMENT ET DE CONTROLE

Art.7 - Le modèle de la formule de paiement et de contrôle est arrêté par le Conseil d'administration du Fonds social.

Le Fonds social met, d'office ou à la demande, les formules à la disposition des entreprises.

Les employeurs des entreprises visées à l'article 3 remettent une formule de paiement et de contrôle lors de la paie de la fin du mois de mai, à chaque travailleur sous contrat de travail, soit qu'il est en service, soit qu'il est couvert par le régime des journées assimilées défini à l'article 6, 2°.

Les travailleurs engagés après la fin du mois de mai, mais avant le 30 septembre, qui répondent aux conditions d'octroi de la ristourne fixée à l'article 6 peuvent obtenir la formule auprès de l'entreprise dans la mesure où ils la demandent avant la fin de la période de paiement déterminée aux articles 10 et 13.

Les travailleurs qui ont été mis en prépension ou en prépension de retraite visées à l'article 6, 2°, peuvent également obtenir la formule auprès de l'entreprise entre le 1er juin et le 30 septembre, pour autant qu'ils n'aient pas atteint l'âge de la pension légale.

SECTION 6 - MODALITES DE PAIEMENT, DE VERIFICATION ET DE CONTROLE

Art.8 - Le paiement de la ristourne se fait soit en espèces, soit par chèque bancaire. Pour les organisations de travailleurs définies à l'article 6, 1°, qui paient en espèces, les modalités sont déterminées aux articles 9, 10 et 11.

Pour les organisations de travailleurs définies à l'article 6, 1°, qui paient par chèque bancaire, les modalités sont déterminées aux articles 12, 13 et 14.

a) Paiement en espèces

Art.9 - Chaque organisation représentative interprofessionnelle de travailleurs, visée à l'article 6, 1° qui paie la ristourne en espèces, désigne une association sans but lucratif à laquelle le Fonds social verse les sommes nécessaires pour assurer son paiement.

Art.10 - Les travailleurs remplissant les conditions fixées à l'article 6, remettent à l'organisation représentative interprofessionnelle de travailleurs visée à l'article 6, 1°, dont ils sont membres, la formule visée à l'article 7.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective du travailleur intéressé, calcule le montant de sa ristourne, fait contrôler les opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle de travailleurs visée à l'article 6, 1°, puis remet au **bénéficiaire** la somme à laquelle il a droit.

La vérification, le contrôle et le paiement ont lieu entre le 16 juin et le 30 septembre. Le Conseil d'Administration du Fonds Social peut toutefois, par une délibération spécifique, décider de modifier ces dates.

Art.11 - Avant le 15 novembre au plus tard, chacune des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs, visées à l'article 6, 1°, fournit au Fonds Social un décompte reprenant le montant des sommes reçues, le nombre des formules signées par les bénéficiaires, ainsi que le montant de la valeur s'y rapportant.

Elles ont l'obligation de conserver le double des formules de remboursement dont le contrôle est assuré par les personnes désignées à cette fin par le Fonds Social.

b) Paiement par chèque bancaire

Art.12 - Chaque organisation représentative interprofessionnelle de travailleurs, visée à l'article 6, 1°, qui paie la ristourne par chèque bancaire, désigne une association sans but lucratif à laquelle le Fonds Social fait parvenir le nombre de chèques bancaires nécessaires pour assurer le paiement de la ristourne syndicale.

Art.13 - Les travailleurs répondant aux conditions d'octroi fixées à l'article 6, remettent, en double exemplaire, à l'organisation mentionnée à l'article 6, 1°, dont ils sont membres, la formule visée à l'article 7.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective du travailleur ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de la ristourne. Après avoir fait contrôler ses opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle de travailleurs visée à l'article 6, 1°, elle émet au nom et au profit de l'intéressé un chèque bancaire numéroté dont le montant représente la ristourne à laquelle il a droit. Ce chèque est délivré à l'organisation par l'administration du Fonds Social.

La vérification, le contrôle et le paiement ont lieu entre le 16 juin et le 30 septembre. Le Conseil d'Administration du Fonds Social peut toutefois, par une délibération spécifique, décider de modifier ces dates.

Art.14 - Pour le 15 novembre au plus tard, chacune des organisations visées à l'article 6, 1°, fournit au Fonds Social un décompte reprenant le nombre, les numéros et le montant total des chèques qu'elle a émis.

Les organisations sont tenues de conserver le double des formules de remboursement qui sont contrôlées par les personnes désignées à cette fin par le Conseil d'Administration du Fonds Social.

Les chèques bancaires non utilisés sont remis à l'administration du Fonds Social au plus tard huit jours après la fin de la période de paiement.

CHAPITRE III - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

Art.15 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 1^{er} décembre 1999. *12*

h

* J.C.

PARITAIR COMITE VOOR DE WARENHUIZEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 24 JUNI 1999
TOT VASTSTELLING, VOOR 1999, VAN DE WIJZE VAN
FINANCIERING, DE BEGUNSTIGDEN, HET BEDRAG EN DE
TOEKENNINGS- EN UITKERINGSMODALITEITEN VAN HET
RISTORNO OP DE SYNDICALE BIJDRAGE

(Koninklijkbesluit van - Belgisch Staatsblad van)

INLEGGING-DÉPÔT	REGISTER-ENREGISTR.	
29-06-1999	26-07-1999	NR. N° 51589 / Co/312

fr

ATC

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel.1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen welke ressorteren onder net Paritair Comité voor de Warenhuizen.

HOOFDSTUK II - RISTORNO OP DE SYNDICALE BIJDRAGE

AFDELING 1 - AARD VAN HET VOORDEEL

Artikel 2 - De werknemers die zijn tewerkgesteld in één van de ondernemingen bedoeld in artikel 5, a) van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 januari 1981, gesloten in het Paritair Comité voor de Warenhuizen, tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid en tot vaststelling van de statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 4 mei 1981, hebben recht op een korting op de syndicale bijdrage ten laste van het "Sociaal Fonds voor de Warenhuizen" onder de voorwaarden welke zijn vastgesteld bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

AFDELING 2 - FINANCIERING

Artikel 3 - Om het Sociaal Fonds in de mogelijkheid te stellen de korting op de syndicale bijdrage te vereffenen, wordt de bijdrage welke door de werkgevers aan het Sociaal Fonds moet worden betaald, bepaald op 4 650 F per tewerkgestelde werknemer op datum van 30 september 1998.

De aangifte bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor het derde kwartaal 1998 is een rechtsgeldig bewijs voor de berekening van het tewerkgesteld personeel op 30 september 1998.

Artikel 4 - De inning van de bijdragen van de werkgevers door het Sociaal Fonds, berekend overeenkomstig artikel 3 geschiedt in de maand mei.

De werkgevers moeten de verschillende bedragen uiterlijk op 31 mei storten aan het Sociaal Fonds.

AFDELING 3 - BEDRAG

Artikel 5 - Het bedrag van de korting wordt als volgt vastgesteld :

- a) 4 000 F per jaar voor werknemers met volledige dienstbetrekking (normale syndicale bijdragen) en die in regel zijn met de betaling van de bijdragen op het ogenblik van de betaling van de korting;
- b) 2 000 F per jaar voor werknemers met gedeeltelijke dienstbetrekking (beperkte syndicale bijdrage) en die in regel zijn met de betaling van de bijdragen op het ogenblik van de betaling van de korting.

AFDELING 4 - TOEKENNINGSVOORWAARDEN

Artikel 6 - Om de korting te kunnen genieten, moeten de onder artikel 2 bedoelde werknemers voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° op 31 maart 1999 minstens drie maanden lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal plan verbonden zijn, namelijk :

- het Algemeen Belgisch Vakverbond;
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België.

2° ofwel tijdens de période van de betaling van de korting zijn

f

A J C

L₁

verbonden door een arbeidsovereenkomst, dat wil zeggen in dienst zijn of gedekt zijn door het stelsel van gelijkgestelde dagen, voorzien in de artikelen 16 en 18 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967, tot vaststelling van de algemene modaliteiten voor de uitvoering van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der loonarbeiders;

ofwel met brugpensioen zijn gegaan hetzij overeenkomstig het stelsel bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij Koninklijk besluit van 16 januari 1975, hetzij overeenkomstig de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen of hun brugrustpensioen hebben genomen in toepassing van het Koninklijk besluit nr. 95 van 28 september 1982 betreffende het brugpensioen voor werknemers, en voor zover zij de pensioengerechtigde leeftijd niet hebben bereikt.

AFDELING 5 - BETALINGS- EN CONTROLEFORMULIER

Artikel 7 - Het model van het betalings- en controleformulier wordt vastgesteld door de Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds.

Het Sociaal Fonds verstrekt deze formulieren ambtshalve of op aanvraag van de ondernemingen.

De werkgevers van de onder artikel 3 bedoelde ondernemingen overhandigen, bij de betaling van het loon op het einde van de maand mei, een betalings- en controleformulier aan iedere werknemer verbonden door een arbeidsovereenkomst, hetzij dat hij in dienst is, hetzij dat hij gedekt is door het stelsel van gelijkgestelde dagen zoals bedoeld in artikel 6, 2°.

De werknemers die na het einde van de maand mei worden aangeworven, maar voor 30 september, en die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden van de in artikel 6 voorziene korting, kunnen het formulier bij de onderneming bekomen, indien zij het aanvragen voor het einde van de betalingsperiode zoals bepaald bij de artikelen 10 en 13.

De werknemers die het brugpensioen of het brugrustpensioen genieten bedoeld bij artikel 6, 2°, kunnen eveneens het formulier bij de onderneming bekomen tussen 1 juni en 30 september, voor zover zij de pensioengerechtigde leeftijd niet hebben bereikt.

AFDELING 6 - MODALITEITEN VAN BETALING, ONDERZOEKEN CONTROLE

Artikel 8 - De betaling van de korting geschiedt ofwel in speciën, ofwel met een bankcheque. Voor de werknemersorganisaties welke zijn bedoeld in artikel 6, 1°, en in speciën betalen, zijn de modaliteiten vastgesteld bij de artikelen 9, 10 en 11.

Voor de werknemersorganisaties welke zijn bedoeld in artikel 6, 1°, en betalen met een bankcheque, zijn de modaliteiten vastgesteld bij de artikelen 12, 13 en 14.

a) Betaling in speciën

Artikel 9 - Elke representatieve interprofessionele werknemersorganisatie, bedoeld in artikel 6, 1°, welke de korting in speciën betaalt, duidt een vereniging zonder winstoogmerk aan waaraan het Sociaal Fonds de bedragen stort welke nodig zijn om de betaling te verzekeren.

Artikel 10 - De werknemers die voldoen aan de onder artikel 6 gestelde voorwaarden, dienen bij de representatieve interprofessionele

h V

HT C

Ln

werknemersorganisaties, bedoeld in artikel 6, 1°, waarvan zij lid zijn, het in artikel 7 bedoeld formulierin.

Deze organisatie onderzoekt het werkelijk lidmaatschap van de betrokken werknemer, berekent het bedrag van de korting, laat deze operaties controleren door een andere representatieve interprofessionele werknemersorganisatie bedoeld in artikel 6, 1°, en geeft de begunstigde het bedrag waarop recht heeft.

Het onderzoek, de contrôle en de betaling geschieden tussen 16 juni en 30 september. De Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds kan evenwel, na een bijzondere deliberatie, beslissen deze data te veranderen.

Artikel 11 - Uiterlijk tegen 15 november moet elke representatieve interprofessionele werknemersorganisatie, welke bedoeld is in artikel 6, 1°, aan het Sociaal Fonds een afrekening bezorgen met het bedrag van de ontvangen sommen, het aantal door de begunstigten ondertekende formulieren en het bedrag dat ermee overeenstemt.

Zij zijn gehouden de dubbels van de terugbetalingsformulieren te bewaren. De contrôle ervan wordt gedaan door personen die daartoe door het Sociaal Fonds zijn belast.

De organisaties betalen aan het Sociaal Fonds de bedragen terug waarover zij nog beschikken na de betaling van de begunstigten.

b) Betaling met een bankcheque

Artikel 12 - Elke representatieve interprofessionele werknemersorganisatie welke is bedoeld in artikel 6, 1°, en de korting betaalt met een bankcheque, duidt een vereniging zonder winstoogmerk aan, waaraan het Sociaal Fonds het aantal bankcheques stuurt dat nodig is om de betaling van de korting te verzekeren.

Artikel 13 - De werknemers die voldoen aan de bij artikel 6 gestelde toekenningsvoorwaarden moeten aan de in artikel 6, 1°, vermelde organisatie waarvan zij lid zijn, een exemplaar in dubbel geven van het in artikel 7 bedoeld formulier.

Deze organisatie onderzoekt het werkelijk lidmaatschap van de werknemer benevens de rechtvaardiging van zijn aanspraak en berekent het bedrag van de korting. Zij laat haar operaties controleren door een andere in artikel 6, 1°, vermelde representatieve interprofessionele werknemersorganisatie en schrijft op naam en ten gunste van de betrokkene een genummerde bankcheque uit ten belope van de korting waarop hij recht heeft. Deze chèque wordt aan de organisatie verstrekt door de administratie van het Sociaal Fonds.

Het onderzoek, de contrôle en de betaling geschieden tussen 16 juni en 30 september. De Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds kan evenwel, na een bijzondere deliberatie, beslissen deze data te veranderen.

Artikel 14 - Uiterlijk tegen 15 november moet elke organisatie welke is bedoeld in artikel 6, 1°, aan het Sociaal Fonds een afrekening bezorgen met het aantal, de nummers en het totaal bedrag van de door haar uitgegeven chèques.

De organisaties zijn gehouden de dubbels van de terugbetalingsformulieren te bewaren. De contrôle ervan wordt gedaan door personen die daartoe door de Raad van Bestuur van het Sociaal Fonds zijn belast.

De niet gebruikte bankcheques worden teruggegeven aan de administratie van het Sociaal Fonds, en dit hoogstens acht dagen na het einde van de betalingstermijn.

f r

A J C

CM

HOOFDSTUK III - INWERKINGTREDING EN DUUR

Artikel 15 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1999.

1